



**Alexandra MARTIN**  
*Députée des Alpes-Maritimes*  
*Conseillère départementale des Alpes-Maritimes*

Cannes, le 3 juin 2024

**Question écrite**  
**De Madame Alexandra Martin, Députée des Alpes-Maritimes**  
**A**  
**Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer**

Madame Alexandra Martin attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer sur les difficultés rencontrées lors de la délivrance de visas de long séjour temporaire (VLS-T) en Grande Bretagne.

En effet, les citoyens britanniques, propriétaires d'une résidence secondaire en France et en tant que visiteur régulier ou touriste souhaitant séjourner temporairement dans notre pays pour une durée supérieure à 3 mois et ne dépassant pas 6 mois, sont obligés d'utiliser un centre de traitement de visas - TLScontact - et de naviguer sur deux sites web pour déposer une simple demande de visa.

Malheureusement ce système est devenu difficile à utiliser en raison des difficultés techniques importantes et trop fréquentes.

Ce processus exige que le demandeur lance sa demande de visa sur le site france-visas.gouv.fr, avant de passer au site TLS, et ensuite revenir au site France-Visas pour saisir les informations personnelles pertinentes et prendre rendez-vous en personne au centre TLS.

Les documents attestant des revenus, des économies personnelles, de la couverture médicale et du logement doivent être rassemblés et soumis en personne à l'un des trois centres de TLS situés à Londres, à Édimbourg ou à Manchester. Les données biométriques y sont également saisies avant que le TLS n'envoie la demande de visa au consulat : une procédure longue et fastidieuse pour les demandeurs.

En outre, celle-ci prive le demandeur de son passeport pendant une à deux semaines, le temps que celui-ci soit transmis au consulat. Ce dernier se retrouve par conséquent sans passeport pendant une courte période, ce qui, pour certains, constitue un désagrément important.

Le système actuel, et en particulier l'utilisation de l'organisation TLS, provoque chez les demandeurs un sentiment de frustration et de désespoir.

Madame la Députée demande donc au Gouvernement s'il ne serait pas possible d'envisager de simplifier cette procédure de demande de visa notamment en permettant la réalisation de l'ensemble des démarches en ligne.

**Alexandra MARTIN**